

## Faire Ensemble Sainte Geneviève

Madame, Monsieur, chers amis Génovéfains, Votre équipe municipale agit chaque jour pour maintenir des services publics de qualité et de proximité pour tous les Génovéfains dans un souci constant d'assurer une gestion rigoureuse de nos finances locales. Preuve en est, depuis 2020, notre Ville s'est désendettée de 8 millions d'euros. Par ailleurs, la Cour Régionale des Comptes, organisme indépendant, a salué la bonne gestion des deniers publics de la Ville et les efforts de maîtrise des ressources humaines.

Pour autant, la crise énergétique et l'inflation historique ont un impact très fort sur le budget de l'ensemble des villes et des collectivités locales. Les Génovéfains le mesurent eux-mêmes, que ce soit sur leur facture d'énergie ou le prix de leur panier de courses.

Ceux qui affirment que c'est sans incidence, à l'image des élus d'opposition, ne connaissent pas le fonctionnement d'un budget, et font preuve de démagogie. Comment peut-on prétendre qu'1,6 million d'euros d'augmentation de la facture d'électricité est sans conséquences ? Com-

ment peut-on dire que l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires décidé par le gouvernement, et qui coûtera 800 000 euros supplémentaires à notre Ville, est sans conséquences ? Certains utilisent la crise à des fins politiques. Pourtant, ont-ils été là pour défendre notre ville face aux décisions de l'État ? La réponse est non.

Les élus de l'opposition sont absents à tout et présents nulle part. Ils sont régulièrement absents en commission. Ils ne sont présents à aucune réunion publique quel que soit le sujet. Par exemple, ils n'ont été présents à aucune réunion publique dédiée à la sécurité et à aucun atelier participatif dédié au Plan Local d'Urbanisme. Ils prétendent défendre notre Ville, mais ils ne la connaissent pas. Ils prétendent représenter les Génovéfains, mais ils ne les côtoient pas.

Lors du dernier conseil municipal, certains ont tenté de présenter un contre-budget manquant cruellement de sérieux ne disant jamais quel service public ils supprimeraient. Sans jamais oser dire qu'ils sacrifieraient notre jeunesse, ou pénaliseraient nos aînés. Ils ne sont jamais en mesure d'expliquer les choix qu'ils feraient, alors qu'ils votent chaque an-

née un très grand nombre de délibérations que nous présentons.

Et pour certains, leur soutien aveugle au gouvernement, les rend plus prompts à soutenir des décisions pénalisantes pour les Génovéfains que d'appuyer les demandes légitimes de la Ville pour être davantage soutenu par l'État dans cette période de grave crise.

Plutôt que de mettre en lumière la responsabilité et l'échec du gouvernement pour accompagner la sortie de ces crises successives, et notamment la crise énergétique, ils ne limitent leurs critiques qu'au seul fait que la Ville, comme 5 000 collectivités (villes, hôpitaux, départements, régions) de toutes tailles et de toutes couleurs politiques, a été victime du scandale des emprunts toxiques du milieu des années 2000.

Nous vous faisons confiance pour faire la juste part des choses entre la réalité d'une crise difficile qu'il nous faut surmonter ensemble, et les attaques politiques qui profitent de cette période pour déstabiliser notre Ville au détriment de ses intérêts et ceux de tous les Génovéfains.

Jean-Pierre Vimard pour le groupe  
« Faire Ensemble Sainte Geneviève »

## Tous ensemble pour Sainte Geneviève des Bois

(divers droite, indépendants et citoyens sans étiquette)

La cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva fort dépourvue quand la bise fut venue...

Ces vers bien connus de Jean de La Fontaine illustrent à merveille la triste situation financière de notre commune. Lors du conseil municipal du 5 avril dernier, Frédéric Petitta et son équipe ont à nouveau augmenté les impôts. La part communale de la taxe foncière augmentera de près de 27% ! Le taux communal était de 16,05 et passe à 19,13%, soit une hausse de 19%. Le taux départemental (impôt foncier auparavant versé au département, désormais touché par notre commune pour compenser l'exonération de la taxe d'habitation) reste, lui, stable à 16,37%. C'est la somme des deux (19,13 + 16,37 = 35,50) que vous verrez sur votre futur avis de taxe foncière, mais ne vous y trompez pas, la commune n'a la main que sur le premier des deux taux.

A ceci s'ajoute une revalorisation des bases (le prix estimé de votre bien immobilier) de 7,1%. Donc une augmentation de 27% de la part communale de la

taxe foncière.

Cette augmentation astronomique des impôts est une charge insupportable pour les propriétaires, une fois de plus visés, alors même que bon nombre d'entre eux ne roulent pas sur l'or et doivent déjà faire face à de nombreux frais d'entretien dans leurs logements. Sans compter que nombre de propriétaires n'ont bénéficié que bien après les autres de l'exonération de la taxe d'habitation, et qu'il continuent de payer plein pot les prestations de la mairie tarifées au quotient familial. Ce sont toujours les mêmes qui passent à la caisse. Il est vrai qu'il ne votent pas, ou peu, Petitta...

Notre groupe a évidemment voté contre cette augmentation des impôts. Une augmentation dont la véritable cause est la très mauvaise gestion financière de la commune depuis des années et l'incapacité du Maire à faire des économies. Depuis des années, nous demandons pour tous les choix importants, des comparaisons entre plusieurs services, notamment pour externaliser certains services (la cantine) : jamais aucune étude ne nous a été fournie,

la majorité étant toujours guidée par son idéologie plus que par le pragmatisme. De même, la municipalité a recours au SMOYS, un petit organisme créé par les communes de gauche, pour négocier les tarifs d'achat du gaz, alors qu'il existe un syndicat de 191 communes très puissant en Ile-de-France, le SIGEIF, qui nous permettrait de négocier des tarifs 20% inférieurs sur le gaz, et qui peut aussi nous conseiller sur l'électricité. Un exemple parmi d'autres de la mauvaise gestion des ressources humaines : un cadre A de la fonction publique a été recruté en début de mandat pour « faire vivre la démocratie locale ». Comme si 30 conseillers de la majorité et le cabinet pléthorique du Maire n'étaient pas suffisants. On pourrait ajouter la nouvelle médiathèque, inutile et très coûteuse, les cérémonies de vœux à répétition, cas unique en Essonne, etc. etc.

Thomas Zlowodzki, Jacques Benisty  
(tous@ensemblesgdb.fr / <https://www.facebook.com/EnsembleSGDB>)

## Génovéfains libres et unis

Chères Génovéfaines, chers Génovéfains, 200€ ! C'est-à-dire +16 à +17% de hausse ! C'est le montant supplémentaire moyen que les Génovéfains propriétaires devront payer en taxe foncière en 2023 pour un pavillon de 100m<sup>2</sup>. N'oublions pas que tous les propriétaires ne sont pas « riches », en particulier dans les anciennes copropriétés. Contrairement à ce que prétend M. le Maire, cet argent ne servira ni à financer de nouveaux services publics ou embellir notre ville, ni à faire face à l'inflation sur l'énergie, mais à rembourser les emprunts toxiques qui continuent de plomber notre investissement, et ce jusqu'en 2035.

En effet, s'il est vrai que la facture d'énergie de la ville a connu une hausse importante et que la revalorisation des fonctionnaires territoriaux nécessite de trouver de nouvelles marges de manœuvre, les communes alentours ont toutes réussi à trouver les économies nécessaires sans augmenter les impôts (Morsang-sur-Orge, Saint-Michel-sur-Orge, etc.) Pourquoi ? Parce que ces communes avaient assaini leurs comptes et investissaient déjà davantage que nous pour l'avenir. A Sainte-Geneviève-des-Bois malheureusement, l'absence d'alternance a permis aux mauvaises habitudes de s'installer, menant à des emprunts aberrants

indexés sur le franc suisse (sans parler du dernier emprunt toxique qui pourrait s'envoler dans les prochains mois).

Pour la majorité municipale, à court d'idée, le plus simple était donc de piocher dans le portefeuille des Génovéfains pour payer ses erreurs et accuser l'État pour se dédouaner. En réalité, la commune a perçu des aides importantes pendant toute la période Covid. Aujourd'hui, d'autres solutions étaient par ailleurs possibles et vos élus GELU les ont présentées clairement en conseil municipal : appui sur les nouvelles ressources fiscales induites par la revalorisation de 7,1% des bases, dépenses mal estimées, dépenses imprévues surestimées, filet de sécurité de l'État pas évoqué, majoration de taux sur les résidences secondaires abandonné, etc. Malheureusement, la majorité municipale actuelle, à l'unanimité de ses membres, a tout rejeté en bloc, manifestement à court d'idées et à bout de souffle. Malgré notre vote contre, le budget a été adopté. Nous regrettons tout particulièrement que le climat instillé par la majorité municipale dans ses relations avec les habitants ait conduit de nombreux Génovéfains à renoncer à venir au conseil municipal manifester leur désapprobation avec ce budget.

Dans le reste de l'actualité municipale, nous sommes intervenus une nouvelle fois sur l'état d'avancement des travaux du « projet pôle gare ». Nous avons, à plusieurs reprises, sollicité une réunion afin de faire le point sur l'état d'avancement du projet. Nous avons également demandé une étude comparative sur les coûts de remise en état et aux normes du marché existant, comparé à la construction d'un nouveau marché. L'engagement de Monsieur le Maire de tenir une réunion à la rentrée 2022 a été reporté en juin 2023. Lors de la présentation du budget primitif le 22 mars 2023, nous découvrons un financement pour la démolition du marché actuel. En conséquence, la destruction du marché a été programmée sans prendre en considération l'avis défavorable d'un très grand nombre de Génovéfains et sans tenir compte des propositions exprimées lors de la concertation publique.

Nous restons à votre disposition pour toute question ou remarque.

Vos élus GELU : Quentin Chollet, avec Marie-Noëlle Rolly, Yassin Lamaoui, Thierry Besse et Mélanie Schlatter